

Perspectives économiques et survie de la Corée du Nord

par Guylain du Puytison

Pseudonyme d'un expert sur la Corée du Nord

Le sujet de la Corée du Nord est souvent abordé sous des aspects géopolitiques ou pour narrer les tribulations de ses chefs d'État successifs. Son économie, quant à elle, est habituellement laissée pour compte alors que cet élément occupe traditionnellement une place centrale dans le fonctionnement d'un pays. Une récession ou encore croissance conditionnent à la fois la pérennité de la structure politico-économique, l'exercice du pouvoir de l'État et la stabilité sociale. Les interactions entre l'économie et le politique sont relativement nombreuses et obligent l'État à faire preuve d'adaptation pour stabiliser un régime politique. En dépit de son système collectiviste et de son faible degré d'ouverture, la Corée du Nord n'échappe évidemment pas à cette règle. De graves crises économiques et humanitaires ont affecté le pays après l'effondrement du bloc soviétique au début des années 1990, aboutissant à une importante famine. Les analystes ont alors rapidement prédit la chute inéluctable de l'État nord-coréen, qui aurait dû se heurter à la vindicte populaire ou à l'incapacité de réformer son économie. Et pourtant, ni la disparition de l'élite dirigeante, ni l'élan démocratique n'ont vu le jour dans ce contexte économique et humain fortement dégradé. La présente analyse se penchera sur les particularités de l'économie nord-coréenne et les stratégies de l'État qui ont

permis au régime politique de se maintenir en place malgré des conditions particulièrement défavorables. L'étude des perspectives économiques permettra également de jauger la résilience de cet État particulier qui constitue aujourd'hui l'un des derniers bastions du communisme. La question est d'autant plus vitale que l'effondrement de la Corée du Nord générerait inévitablement des conséquences systémiques en Asie orientale.

Mais avant de commencer une telle étude, il est important de se dégager des préconçus. Souvent affublée de qualificatifs peu élogieux, la Corée du Nord est communément considérée comme un État ermite et belliqueux refusant tout contact avec l'extérieur, à l'exception de la Chine. La réalité n'est évidemment pas aussi manichéenne. Le pays entretient des relations commerciales avec une centaine de nations. Même si la France est l'un des deux seuls pays européens, avec l'Estonie, à ne pas entretenir de relations diplomatiques officielles avec la Corée du Nord, elle échange toutefois près de 7,45 millions d'euros¹ de biens et services avec cette contrée. Une goutte d'eau certes, mais qui illustre bien que le commerce international de la Corée du Nord n'est pas un mythe. Si les propos sont, en général, peu nuancés à l'égard de ce pays, cela provient en partie de l'absence de

données chiffrées officielles diffusées par l'Etat nord-coréen. Il s'expose donc à tous types de spéculations ou propagandes permettant à de nombreux acteurs étatiques de satisfaire leurs propres intérêts, surtout dans un contexte de concurrence et d'antagonismes régionaux importants.

De ce fait, la difficulté réside dans l'accès à des statistiques crédibles et impartiales. Les chiffres sont ici issus de bases de données d'organisations internationales ou d'acteurs nationaux tels que la Banque mondiale ou la banque centrale sud-coréenne (Banque de Corée). Elles ont notamment pour origine des statistiques miroirs qui sont des données chiffrées obtenues indirectement auprès des principaux partenaires commerciaux de la Corée du Nord.

Un socle économique prometteur

28 Après 70 ans d'économie collectiviste, fondée sur le principe d'autosuffisance, le modèle de développement nord-coréen montre ses limites depuis quelques décennies. Alors que son voisin du sud constitue aujourd'hui l'une des principales puissances économiques régionales, l'écart entre les deux Corées s'est creusé de manière colossale. Dans un contexte où la Corée du sud générerait un revenu national brut 12 fois plus important que celui de la Corée du Nord en 1990, elle dégage aujourd'hui des richesses 42 fois supérieures². Ce fossé est d'autant plus étonnant que la république populaire démocratique de Corée (RPDC) disposait d'un potentiel plus conséquent au départ.

La Corée du Nord bénéficie d'une géographie avantageuse. Peu éloignée du Japon et insérée entre la Chine, la Russie et la Corée du Sud, ce pays dispose de frontières stratégiques devant lui permettre d'entretenir des échanges commerciaux avec des puissances économiques régionales très importantes. Ses façades maritimes, ouvertes sur l'Est et sur l'Ouest, lui

confèrent également la possibilité d'établir des connexions avec le reste du monde. La Corée du Nord est ainsi au carrefour d'intérêts commerciaux et géopolitiques majeurs, qu'elle exploite aujourd'hui à sa façon.

La richesse de son sous-sol constitue son second atout géographique. Les réserves de minerais, évaluées à 2800 milliards de dollars³, sont 24 fois supérieures à celles du sud de la péninsule. La RPDC figure ainsi parmi les dix premières réserves mondiales de Tungstène, de magnésite, de graphite, de fer, d'argent, de zinc, de plomb, et d'autres minerais. Une part importante de ses revenus provient de l'extraction de charbon anthracite et de fer en partance pour la Chine. L'annonce, par l'entreprise britannique SRE Minerals⁴, de la découverte du plus gros gisement mondial de terres rares sur le site de Jongju, pourrait apporter un paramètre économique et géopolitique majeur en raison de leur utilisation dans les composants high-tech et industriels. Si cette découverte est confirmée et ne relève pas de l'artifice, la Corée du Nord disposerait ainsi des plus importantes réserves mondiales de terres rares, s'élevant à 216,2 millions de tonnes, soit le double des réserves mondiales connues en 2010⁵. Toutefois, le seul absent du sous-sol nord-coréen, et pas des moindres, demeure le pétrole. Cette faiblesse crée ainsi une dépendance chronique et très pénalisante vis-à-vis du reste du monde, d'autant plus pour un pays en quête d'autosuffisance qui entretient des relations conflictuelles à la fois avec sa région et avec le monde occidental.

La troisième donnée géographique à prendre en compte pour définir le potentiel économique de la Corée du Nord est le facteur humain. Le pays dispose actuellement d'une population relativement jeune dont la natalité soutenue est en mesure d'alimenter un éventuel marché du travail dynamique. La population active de 14,07 millions de travailleurs en 2014⁶ constitue une main d'œuvre docile, éduquée (taux d'alphabétisation de 99,9% en 2008) et peu coûteuse.

Ces paramètres sont plutôt attractifs dans le processus de délocalisation des industries propre à la mondialisation.

Le potentiel économique lié à sa géographie est réel et fit l'objet de convoitise au début du siècle. Conscient des richesses offertes par le nord de la péninsule coréenne, le Japon a su valoriser cette contrée pendant la période du protectorat (1905-1910) puis de la colonisation (1910-1945). L'empire japonais s'est attaché à développer les infrastructures industrielles et de transport afin de rentabiliser la colonisation coûteuse d'un pays faiblement développé. Dans ce cadre, les matières premières nord-coréennes furent largement extraites et transformées sur place. Le développement de bassins industriels ainsi que la création de routes et l'aménagement des ports étaient autant d'infrastructures résolument tournées vers l'extérieur afin d'assurer l'exploitation économique de la colonie japonaise. Pour accroître la technicité des travailleurs servant dans les industries de Corée, le colonisateur nippon renforça également l'alphabétisation de la péninsule. Bien que cette période historique soit sujette à de nombreuses polémiques aujourd'hui, elle eut le mérite de jeter les bases du développement industriel de la péninsule coréenne et d'y renforcer les infrastructures de transport jusqu'à la seconde guerre mondiale.

Après la guerre de Corée (1950-1953), le nouveau dirigeant de la Corée du Nord, Kim Il-Sung, tira profit de ce socle économique et accéléra les efforts d'industrialisation du pays selon un modèle collectiviste et planifié. Les efforts furent concentrés dans l'industrie lourde, réputée pour ses effets d'entraînement sur l'économie nationale. A l'image du colbertisme, le pays développa ses propres industries afin d'accéder à une autosuffisance (principe du *Juché*). Les appuis financiers et techniques, à la fois russes et chinois, alimentèrent cette capacité industrielle. Le pays n'avait à cette époque rien à envier à la Corée du Sud. Le décrochage a vraiment eu lieu dans les années 1970, période

où la Corée du Nord commença à connaître des difficultés économiques au point de se déclarer en défaut de paiement en 1980. L'implosion de l'URSS au début des années 1990, sonna le glas de l'économie nord-coréenne qui, perdant un appui précieux, entra alors dans une période de dépression économique. Le retour à la croissance, en 1998, rappelle toutefois que la Corée du Nord n'a pas dit son dernier mot, et que bien exploités, son patrimoine géographique et son héritage économique seront à même de servir de tremplin en temps voulu.

État des lieux de l'économie nord-coréenne

Structure de l'économie

29 A la fin des années 1990, le pays a renoué avec la croissance sans pour autant parvenir à la stabiliser. Elle oscille entre 6,1% et -1,2% (figure 1) et demeure peu soutenue en comparaison avec celle des pays asiatiques ayant déjà entamé une transition économique durant les trois dernières décennies. La Banque mondiale estime à 31,5 milliards de dollars le produit intérieur brut de la Corée du Nord en 2012 sans pour autant prendre en compte les activités de troc ou souterraines, qui occupent très probablement une place conséquente dans les ressources de cet État.

A l'origine des richesses, figure majoritairement le secteur primaire, atteignant 40,5% du PNB en 2013. Il est notamment représenté par le secteur minier qui génère 13,6% du PNB, et dont la valeur a presque triplée depuis 1990. Les productions agricoles et halieutiques occupent également une place importante. La famine des années 1990 puis la malnutrition chronique, en partie liées aux aléas climatiques, sont toutefois la conséquence d'une agriculture peu productive et d'une organisation défailante.

La structure de l'économie nord-coréenne n'est pas figée et évolue vers une tertiarisation

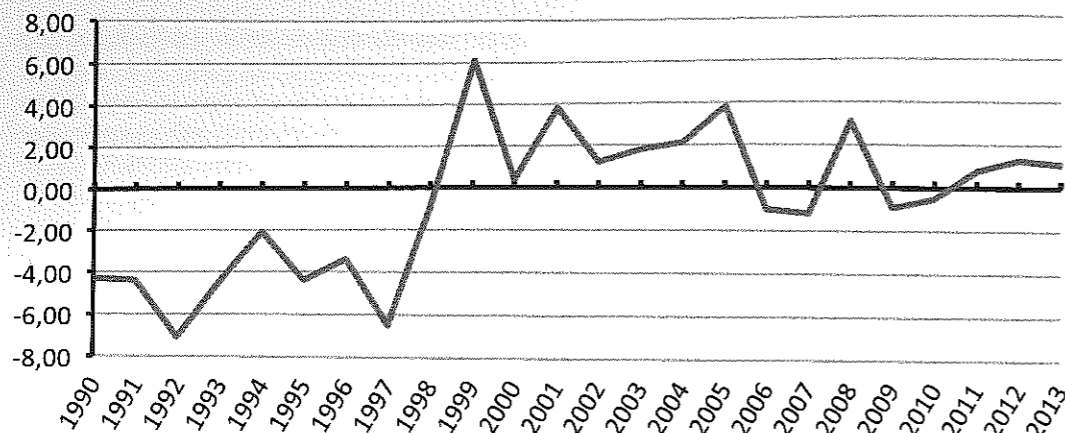


Figure 1 : Taux de croissance du PNB (%) nord-coréen⁷

(figure 2). Les bénéfices liés à ce secteur proviennent d'activités internes publiques, mais également privées. Une partie de ces richesses est issue de sociétés localisées à l'étranger. Disposant encore d'une faible envergure, le tourisme nord-coréen s'est peu à peu développé, et de nos jours, environ 10 000 personnes, notamment occidentales, visitent chaque année la Corée du Nord⁸.

L'industrie, quant à elle, augmente en valeur absolue, notamment grâce aux zones économiques spéciales et à la multiplication des flux intercoréens. Toutefois, elle baisse drastique-

ment en valeur relative. Cette tendance s'explique à la fois par la place plus importante des autres secteurs mais également par un vieillissement des infrastructures industrielles et un manque d'investissements dans un domaine toutefois propice au développement économique. Ce secteur devrait être pourtant plus valorisé en raison du faible coût de la main d'œuvre nord-coréenne et du phénomène de délocalisation des industries des pays développés vers les pays en développement.

Le vieillissement des infrastructures industrielles est couplé à celui des infrastructures de

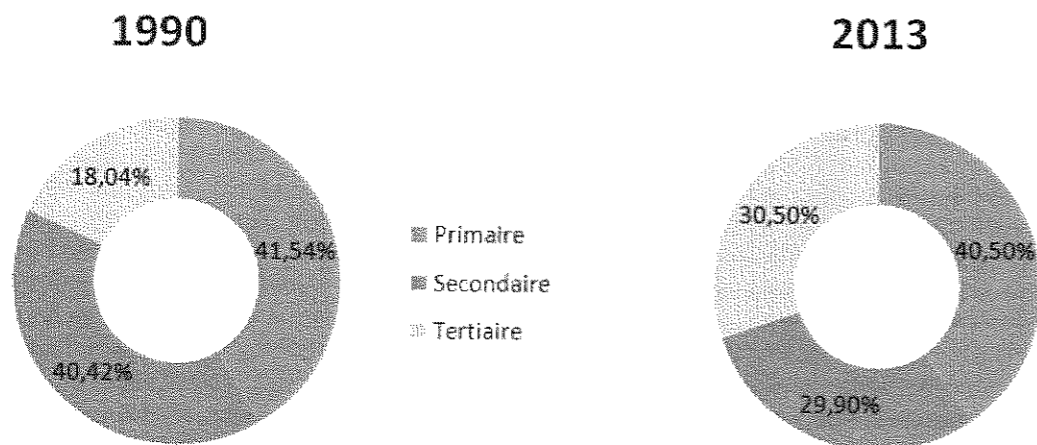
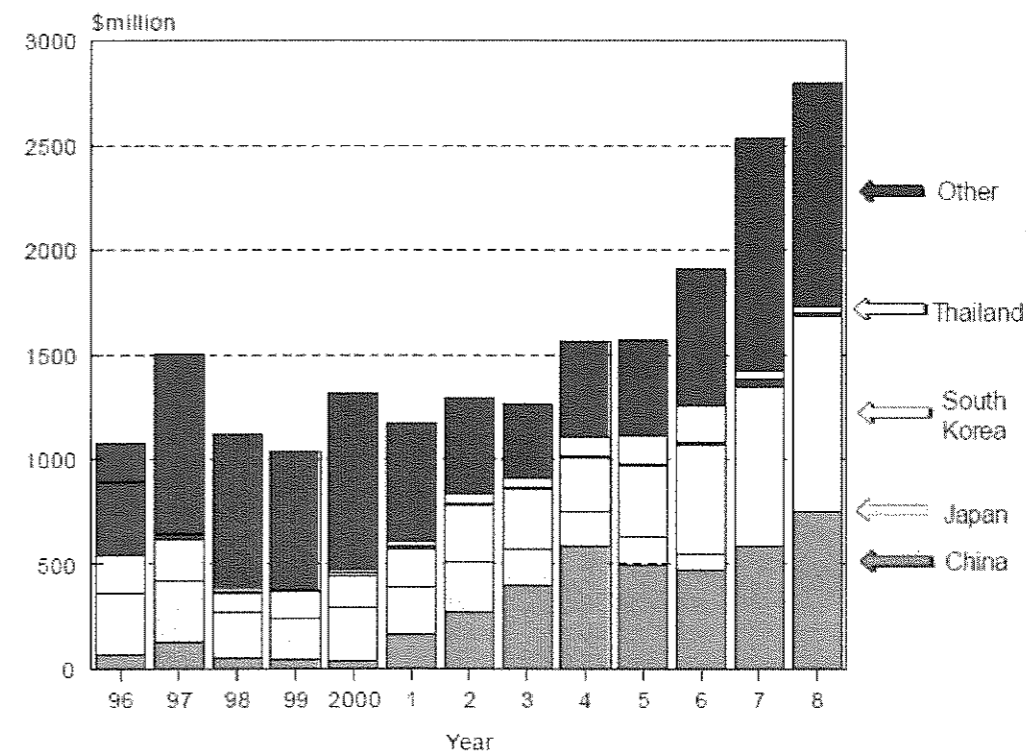


Figure 2 : Évolution de la répartition des secteurs économiques en Corée du Nord⁹

transport, ce qui pourrait porter préjudice aux projets actuels d'industrialisation et d'exploitation minière. La dégradation de la flotte nationale et des ports illustre très bien ce phénomène puisque l'absence de grues et portiques adéquats, l'irrégularité du dragage des chenaux et, de manière générale, la faible modernisation des ports engendrent une inadaptation de ces derniers aux évolutions du transport maritime (transport conteneurisé, taille des navires marchands). Cette dégradation a des conséquences lourdes car les zones portuaires de la côte Est et leurs industries associées sont mises à mal. Les plaques tournantes desservant les ports nord-coréens se délocalisent par conséquent en Corée du Sud¹⁰.

Contrairement aux idées reçues, la Corée du Nord dispose bien d'une économie ouverte sur l'extérieur même si elle se caractérise par la faiblesse de son taux d'ouverture et une stratégie d'autosuffisance. Trois décennies auparavant, le commerce international était très majoritairement orienté vers les pays soviétiques ou non-alignés. Aujourd'hui, il a tendance à se recentrer majoritairement sur l'Asie du Nord-est (figure 3). En 2010, les partenaires commerciaux privilégiés étaient la Chine (2,68 milliards de dollars d'échanges), la Corée du Sud (1,68 milliards de dollars), l'Allemagne (69 millions de dollars) et la Russie (61 millions de dollars). D'autres acteurs participent à ce commerce comme la Thaïlande, Singapour, Taïwan, le Brésil, l'Égypte ou les pays européens. Aujourd'hui, 80 à 110 pays commercent avec la Corée du Nord, pour un vo-



Source: Data from U.N. COMTRADE Database, Global Trade Atlas, and (South) Korea Unification Ministry.
Figure 3 : Exportation de marchandises nord-coréennes de 1996 à 2008 en fonction des pays de destination

lume des échanges estimé à 7,34 milliards de dollars. Les principaux produits exportés de la RPDC demeurent le charbon, les produits miniers et les vêtements, alors que ceux importés sont le pétrole brut et les produits pétroliers.

Revenus

La Corée du Nord tire ses revenus de l'activité économique précédemment décrite, mais c'est sans compter les formes moins habituelles de sources de revenus et l'activité souterraine de ce pays. Il existe tout d'abord des échanges peu conventionnels basés sur le troc dont les flux ne sont pas comptabilisés. C'est ainsi que la RPDC signe des accords avec des pays étrangers garantissant la livraison de pétrole, de caoutchouc ou divers matériaux dont elle ne dispose pas, en échange de ses productions nationales. Ce système de troc est historiquement ancré dans les usages de ce pays communiste. L'économie collectiviste se prête d'ailleurs très bien à ce mode de transactions.

À ces échanges non-chiffrés, s'ajoutent également des activités camouflées, voire illicites. Le contournement des sanctions internationales ou unilatérales tend d'ailleurs à renforcer l'importance des transactions souterraines puisqu'elles sont aujourd'hui la condition nécessaire pour que le pays maintienne son train de vie. Malgré les résolutions du conseil de l'ONU, la Corée du Nord est accusée de poursuivre ses activités lucratives de prolifération balistique et de commerce d'armement léger. C'est ainsi qu'en mai 2012 des cylindres de graphite, déclarés comme des tubes de plomb, ont été saisis à Pusan (Corée du Sud) à bord d'un navire chinois à destination de la Syrie¹¹. En 2009, le *Wall Street Journal* estimait que le trafic de missiles de courte et moyenne portée constituait la pièce maîtresse d'un commerce d'armement, générant annuellement 1,5 milliard de dollars¹². L'embargo a toutefois réduit ce commerce illicite, mais la communauté internationale ne parvient pas à y mettre fin. En 2013,

la saisie au Panama d'un cargo à destination de la Corée du Nord, empli d'armes cubaines non-déclarées et de 220 tonnes de sucre¹³ prouve la poursuite de ces activités, même si Pyongyang rétorquait que les armes saisies devaient être modernisées dans le cadre d'un contrat légal. Selon Hugh Griffiths, spécialiste des trafics illicites à l'institut international de recherche sur la paix de Stockholm (Sipri), ce trafic (troc clandestin), d'une ampleur inconnue et difficile à détecter, a vocation à faire rentrer des devises ou de la nourriture. La Corée du Nord remettrait ainsi en état du matériel chinois, soviétique ou provenant d'un petit groupe de nations pauvres et isolées telles que la Birmanie, l'Erythrée ou le Yémen. Le transport est réalisé par des compagnies connues, souvent à leur insu, dans un contexte de mondialisation qui favorise la dissimulation. D'autres trafics souvent attribués à l'Etat nord-coréen, comme la contrefaçon de faux-billets de 100 dollars, le commerce illicite de cigarettes ou encore les fraudes financières, sont autant de sources de revenus pour ce pays.

La Corée du Nord parvient également à se financer par le biais de la diplomatie. Le programme nucléaire est d'ailleurs l'une des pierres angulaires de ce procédé. Même si l'arme atomique demeure une politique d'assurance contre toute agression militaire, elle constitue aussi un moyen de survie. Par le passé et encore aujourd'hui, le chantage nucléaire permet l'approvisionnement énergétique du pays. Il suffit pour cela de mentionner les accords de la KEDO, prévoyant en 1994, la livraison annuelle de 500 000 tonnes de pétrole et de deux réacteurs nucléaires civils. La Corée de Nord limite aussi l'impact humanitaire de sa politique économique et diplomatique, en allant chercher gratuitement à l'étranger ce qu'il ne parvient pas à produire sur son propre territoire. La RPDC a d'ailleurs largement profité de l'aide américaine dont le cumul a atteint près d'un milliard de dollars entre 1995 et 2004, en prenant en compte l'aide alimentaire, l'assistance énergétique et les moyens médicaux (figure 4). Cette aide américaine a d'ailleurs dépassé le revenu provenant des exportations nord-coréennes en 2000 (101.29%)¹⁴.

Calendar or Fiscal Year	Food Aid (per FY)		KEDO Assistance (per calendar yr; \$ million)	Medical Supplies (per FY; \$ million)	Total (\$ million)
	Metric Tons	Commodity Value (\$ million)			
1995	0	\$0.0	\$9.5	\$0.2	\$9.7
1996	19,500	\$8.3	\$22.0	\$0.0	\$30.3
1997	177,000	\$52.4	\$25.0	\$5.0	\$82.4
1998	200,000	\$72.9	\$50.0	\$0.0	\$122.9
1999	695,194	\$222.1	\$65.1	\$0.0	\$287.2
2000	265,000	\$74.3	\$64.4	\$0.0	\$138.7
2001	350,000	\$102.8	\$74.9	\$0.0	\$177.6
2002	207,000	\$82.4	\$90.5	\$0.0	\$172.9
2003	40,200	\$25.5	\$3.7	\$0.0	\$29.2
2004	110,000	\$55.1	\$0.0	\$0.2	\$55.3
Total	2,063,894	\$695.8	\$405.1	\$5.4	\$1,106.2

Sources: Figures for food aid and medical supplies from USAID and US Department of Agriculture; KEDO (Korean Peninsula Energy Development Organization) figures from KEDO.

Figure 4 : Aide américaine au profit de la Corée du Nord (1995-2004)¹⁵

Risques économiques

Mises bout à bout, les richesses générées par les activités légales ou illégales permettent de dégager une croissance légère sans pour autant que les indicateurs ne laissent présager un développement durable de l'activité économique. Le pays reste encore sujet à de multiples risques d'ordre économique qui menacent à la fois la pérennité du système nord-coréen et la liberté d'action de l'Etat. Un pays qui ne dispose plus de réserves, de moyens ou de soutien pour réorienter sa stratégie ou concentrer ses efforts est voué à être spectateur de sa propre récession économique. Dans le cas de la Corée du Nord, trois paramètres demeurent problématiques : sa balance commerciale, sa dette ainsi que sa dépendance.

Pour ce qui est de la balance commerciale, la Corée du Nord importe bien plus qu'elle n'exporte depuis les années 1990. Elle affiche donc une balance commerciale négative depuis bientôt 25 ans¹⁶. L'ampleur mais surtout la durée d'un tel déséquilibre est de très mauvais augure pour le pays qui est voué à un appauvrissement progressif. La lente dégradation des unités de production, qui manquent d'investissements privés et publics, ne peut qu'engendrer une perte de compétitivité. Les relations internationales influent également sur la balance des transactions courantes car les périodes de crises diplomatiques contractent le commerce international de la RPDC par le biais des sanctions et de la perte d'attractivité du pays. C'est ainsi qu'à la suite du second essai nucléaire en 2009, le montant des échanges intercoréens a diminué

de 7,8% en 2010 par rapport à l'année précédente. De plus, la perte des alliés soviétiques dans les années 1990 a mis fin aux trocs réguliers, aggravant *de facto* l'ampleur des chiffres des importations. Le déficit chronique de la balance commerciale, s'il n'est pas compensé par une autre composante de la balance des paiements, mènera à l'appauvrissement du pays et à l'alimentation de sa dette.

La seconde menace réside dans l'endettement du pays. La récession des années 1970 a favorisé l'augmentation de la dette nord-coréenne auprès des démocraties populaires soviétiques et européennes. Considérée comme un moyen de se délivrer des tutelles russes et chinoises, la profusion des pétrodollars fut l'occasion d'emprunter sur le marché international auprès de créanciers privés. Après avoir refusé de payer les intérêts de ses crédits, la RPDC s'est rapidement déclarée en défaut de paiement en 1980. L'endettement du pays représentait alors 70% du PIB en 2001, ce qui demeure élevé compte tenu de la fragilité de l'outil de production nord-coréen. Estimée à 15,6 milliards de dollars en 2006¹⁷, la CIA évalue actuellement la dette à 5 milliards de dollars après une annulation de 90% de la dette contractée auprès de la Russie, rendant celle-ci plus supportable. Même si aujourd'hui l'endettement de la Corée du Nord ne semble plus aussi important qu'il ne le fut, son incapacité à le rembourser convenablement et la faible crédibilité du pays sur la scène internationale rendent difficile et onéreuse l'acquisition de capitaux. Comme la Corée du Nord n'a pas intégré les institutions financières internationales telles que la Banque mondiale, le Fonds Monétaire International (FMI) ou la Banque asiatique de développement, elle peut difficilement s'attendre à obtenir des créances avantageuses. Elle se tourne donc vers des capital-risqueurs beaucoup plus aventureux, tels que les chinois, qui se soucient moins des aléas de la sécurité régionale et des changements rapides d'orientations géopolitiques de la Corée du Nord. Elle devient donc essentielle dans le paysage de la RPDC.

La dépendance constitue le troisième risque économique de la Corée du Nord. Par les importations de pétrole, les débouchés de la production nord-coréenne, les appuis diplomatiques ou les investissements directs à l'étranger, la République Populaire de Chine est aujourd'hui son partenaire privilégié. Cette dépendance s'est largement développée, surtout depuis que le pays s'est mis au ban de la communauté internationale dans le cadre des essais balistiques et nucléaires. Il s'agit là de l'un des points les plus anxiogènes, à la fois pour des raisons économiques et géopolitiques. En 2008, 80% des exportations nord-coréennes franchissaient la frontière entre les deux pays¹⁸. Si les relations sino-coréennes venaient à se dégrader brutalement, l'économie de la RPDC s'effondrerait. Le pays encoure un risque très important, d'autant plus qu'il n'a pas de véritables alliés dans le monde et dans la région. La Russie, et à moindre niveau, la Corée du Sud, seraient en mesure de compenser l'éventuel retrait chinois, raison pour laquelle ces rapprochements demeurent d'actualité.

Une économie en évolution

Malgré un retour à la croissance, la Corée du Nord ne parvient pas à générer suffisamment des ressources pour sortir de son état de stagnation. Afin de garantir la pérennité de son modèle économique et politique, le régime est contraint à réaliser un certain nombre de concessions allant à l'encontre de ses principes communistes et protectionnistes. C'est ainsi que plusieurs réformes économiques notoires ont visé à réintroduire une économie de marché ouverte sur l'extérieur.

Hormis l'existence de marchés paysans mis en place officiellement pour écouler l'éventuelle surproduction alimentaire, l'économie collectiviste de la Corée du Nord ne laissait presque aucune place au domaine privé. Il fallut attendre l'année 1988 pour que l'Etat décide de privatiser partiellement son économie en autorisant les

joint-ventures avec les entreprises étrangères. En 1998, les profits privés furent acceptés. L'amorçage d'un marché national a vu le jour en 2002 et 2003, permettant à la fois d'accroître la monétisation des marchés et de légaliser la diversification des produits au sein des marchés paysans, autorisant notamment la vente de biens de consommation. La série de mesures prévoyait également la libéralisation des prix, allant de pair avec une autonomisation de la gestion des entreprises. Cette libéralisation devait toutefois être maîtrisée par le biais des plafonnements des prix afin de limiter leur envolée, mais l'inflation n'a pu être évitée. Des exploitations privées furent développées à titre expérimental en 2004. Un certain recul de l'Etat a toutefois été perceptible avec l'interdiction temporaire de vente de céréales en 2005 et la suppression des activités de marchés en 2009, mettant ainsi à mal le processus de libéralisation engagé jusqu'alors. Pourtant, en 2010 et 2011, une seconde vague d'initiatives a favorisé les échanges et les investissements étrangers. Cette réforme prévoyait notamment une adaptation du système bancaire dont l'assouplissement des règles de transactions avec les organisations monétaires internationales et les banques commerciales.

Les investissements directs étrangers (IDE) ont également été favorisés par l'évolution du

cadre légal des investissements, la réduction des taxes et la libéralisation de l'économie sur certains espaces géographiques identifiés. De manière générale, l'assouplissement des règles économiques, ainsi que la création puis la libéralisation partielle du marché national ont favorisé la croissance des IDE en direction de la Corée du Nord. Alors qu'ils étaient quasi-nuls en 1987 (3,14 millions de dollars), les stocks d'IDE ont atteint 1,56 milliards de dollars en 2006. Les flux d'IDE souffrent toutefois des aléas des relations internationales fortement compliquées par le programme nucléaire, comme en attestent leurs reculs à la suite des essais de bombes atomiques en 2006, 2009 et 2013.

À l'image de son voisin chinois, la Corée du Nord a créé plusieurs zones économiques spéciales (ZES). Des règles particulières et plus libérales sont appliquées au sein de ces zones. La taxation y est notamment plus légère. Les entreprises étrangères profitent alors d'avantages certains à s'installer en Corée du Nord en raison de la faible imposition des profits et de l'utilisation d'une main d'œuvre abondante, peu chère, éduquée et disciplinée. La Corée du Nord, quant-à-elle tire avantage à développer ces zones car elles garantissent, en plus des rentrées financières évidentes, un plein emploi plus efficace, une modernisation de son appareil pro-

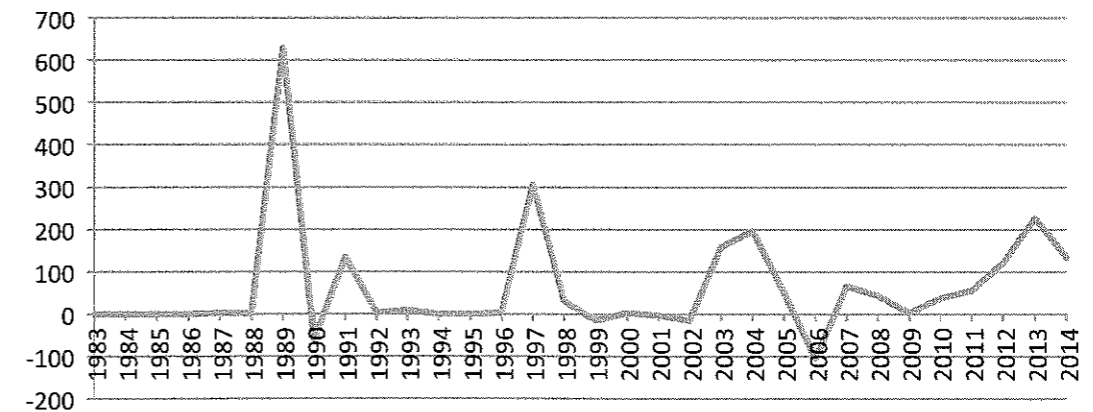


Figure 5 : Investissements directs étrangers en Corée du Nord, en millions de dollars
(source : www.lesechos.fr)

ductif et des infrastructures, ainsi qu'un transfert de technologies. Des abattements fiscaux sont d'ailleurs instaurés pour les entreprises investissant dans les secteurs de haute technologie¹⁹. Toutefois, ces zones assurent une rentabilité encore limitée car elles génèrent des coûts d'infrastructure importants à la charge des entreprises. De plus, les investissements sont relativement risqués compte tenu de la timidité de la réforme engagée par la Corée du Nord et surtout du caractère imprévisible des relations diplomatiques qui peuvent affecter durablement ces ZES. Ce fut notamment le cas avec la fermeture de la zone d'activité de Kaesong d'avril à septembre 2013. Actuellement les zones ouvertes aux étrangers sont au nombre de cinq.

Les ZES les plus dynamiques sont celles de Rason (Rajin-Seonbong) et de Kaesong. La première, créée en 1991, est localisée dans le Nord-est du pays, aux frontières russes et chinoises. Stratégique pour la Chine, elle lui permet d'exporter vers le Japon en ouvrant un accès à la mer sur sa façade Nord-est, tout en désenclavant une région chinoise économiquement plus fragile. Dans un contexte de sanctions de la communauté internationale, ce rapport de force vis-à-vis de la Chine confère à la RPDC un allié stratégique enviable, compte tenu de son droit de veto au Conseil de sécurité des Nations Unies. Les chinois ainsi que les russes sont les principaux investisseurs de la ZES de Rason. Ils y installent notamment des sociétés spécialisées dans l'exploitation des matières premières, tout en développant les infrastructures de transport et portuaires. Le complexe industriel de Kaesong, ouvert en 2004 à la frontière des deux Corées, est géré par Hyundai Asan, filiale du groupe sud-coréen Hyundai. Il symbolise, en quelque sorte, l'espoir de réunification de la péninsule. En 2010, 121 entreprises sud-coréennes (à majorité des PME) travaillaient sur cet espace pour produire 320 millions de dollars de biens. Elles employaient 45 300 ouvriers nord-coréens, encadrés par 800 sud-coréens. L'objectif de Hyundai Asan était, à terme, d'im-

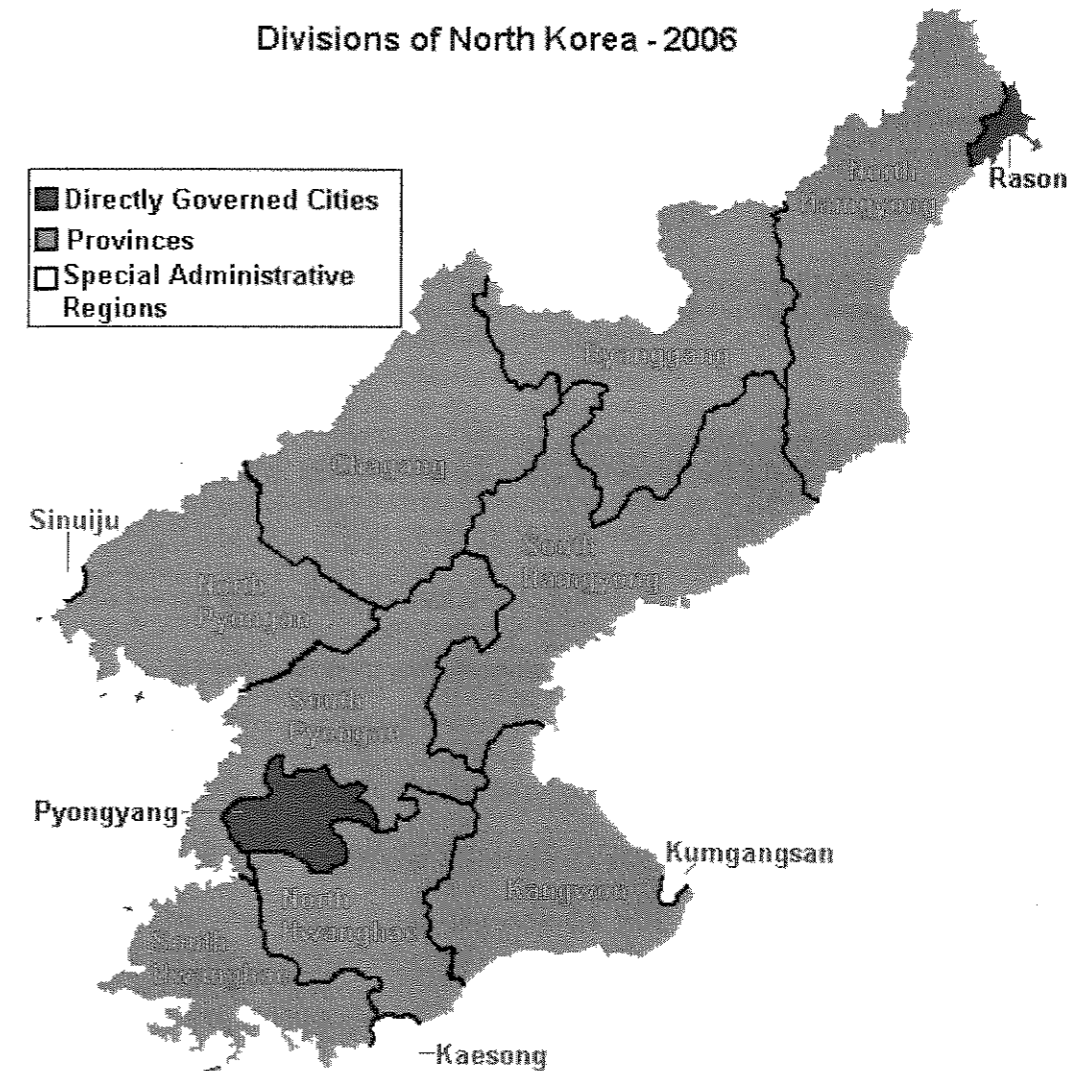
planter 1000 entreprises, d'employer 700 000 salariés nord-coréens et 100 000 sud-coréens. Les compagnies versaient un salaire minimum de 60,77 dollars mensuels, directement au régime nord-coréen. En théorie, trois quarts de cette somme revenait au salarié²⁰. Les entreprises sud-coréennes payaient également à l'Etat un loyer de 39 dollars au m².

Trois ZES supplémentaires peinent cependant à convaincre les investisseurs. La zone touristique des monts Geumgang fut créée en 1998 pour développer un tourisme intercoréen en Corée du Nord. Néanmoins, elle dispose d'une attractivité très relative. La région administrative spéciale de Sinuiju fut établie en 2002, mais le projet de développement s'est finalement tari et a connu un deuxième élan avec la création de la ZES des îles Hwanggumpyong et Whiwa (2011), à proximité de la Chine. Là encore, cette zone ne parvient pas à attirer les chinois en raison des contraintes juridiques et légales et du coût important des travaux d'infrastructure à réaliser.

Le succès de ces ZES est relativement mitigé. Elles permettent de relancer les activités économiques et de moderniser les infrastructures à moindre frais pour la RPDC. Le régime nord-coréen y voit un avantage réel et n'a pas hésité à annoncer le 23 octobre 2013, par le biais du journal officiel nord-coréen *Rodong Sinmun*, la volonté de créer quatorze nouvelles ZES à travers le pays.

L'intensification des échanges régionaux constitue une autre évolution de l'économie nord-coréenne. Alors que Pyongyang commerçait habituellement sans logique géographique, notamment avec un certain nombre de pays non-alignés et les Etats communistes, les échanges commerciaux s'orientent aujourd'hui massivement vers les pays de sa proche région. L'analyse des flux maritimes par la société Lloyds est un bon indicateur de ce phénomène : l'Asie du Nord-est concentre, en effet, 86% des escales des navires nord-coréens au niveau

Divisions of North Korea - 2006



mondial en 2008 contre seulement 54%, 20 ans auparavant²¹. Ce phénomène de régionalisation est assez surprenant dans un contexte d'affrontements géopolitiques permanents. Cependant, les échanges entre la Corée du Nord et son voisin du sud, malgré quelques aléas dus aux crises sécuritaires régulières, ont une tendance générale à la hausse. Quant-aux échanges avec le Japon, ils ont très fortement reculé depuis la reconnaissance officielle par Kim Jong-Il, en septembre 2002, de la série d'enlèvements de

citoyens japonais sur le territoire nippon. La résurgence de la crise nucléaire et des essais balistiques ont également poussé le Japon à prendre des mesures de rétorsion à l'encontre des navires nord-coréens faisant escale dans ses ports et interdire certains trafics commerciaux, laissant ainsi le champ libre aux autres acteurs de la région. De manière générale, Pyongyang a fait le choix de renforcer son ouverture économique à compter des années 2000 et tout particulièrement avec la République populaire

de Chine, la Corée du Sud et la Russie. La Chine demeure le premier partenaire commercial de la RPDC puisqu'elle absorbe 76% de ses exportations et fournit 78% des importations nord-coréennes en 2013. Cette place privilégiée s'explique par sa proximité géographique et idéologique. Loin derrière la Chine, la Corée du Sud occupe aujourd'hui la seconde place totalisant 16% des exportations nord-coréennes et 11% des importations²². De son côté, la Russie cherche à reprendre une place de partenaire privilégié avec la Corée du Nord, se fixant un objectif de 1 milliard de dollars d'échanges commerciaux en 2020, sachant qu'ils atteignaient 112 millions de dollars en 2014.

Dans un contexte global de croissance en Asie, la Corée du Nord fait piètre figure. Toutefois, les indicateurs mettent en évidence un retour à une croissance fébrile depuis 1998 (figure 1) qui est générée à la fois par le dynamisme de ses voisins mais également par des réformes économiques. Ces évolutions produisent aujourd'hui un certain nombre de tensions qui préfigurent les défis futurs de la Corée du Nord.

Quels défis pour demain ?

Dans les années 1990, la Corée du Nord a été touchée à la fois par une crise économique profonde et une très importante famine qui aurait provoqué la mort de 220 000 à 3 millions de personnes en fonction des estimations. De tels événements auraient pu sonner le glas du régime nord-coréen, mais ce ne fut étonnamment pas le cas. La parfaite maîtrise de ses fonctions régaliennes permet de maintenir une chape de plomb importante sur sa population, empêchant ainsi toute contestation. La politique du « *military-first* » donne une place prédominante à l'armée puisque l'Etat y consacre entre 16 et 23% du PIB²³. Cette concentration de l'effort financier se fait évidemment au détriment du développement économique et des mesures sociales. Toutefois, cette stratégie a un coût important qui impose au régime politique de favoriser l'entrée importante

de devises. Jusqu'au début des années 1990, la Corée du Nord jouait de la concurrence entre les puissances chinoises et soviétiques pour capter un soutien financier et technique important de l'un et l'autre. Aujourd'hui, le pays favorise le partenariat chinois mais à des conditions moins favorables, ce qui engendre une dépendance quasi-exclusive. Pyongyang doit donc se dégager de cette dépendance économique, de sorte qu'un revirement géopolitique ne l'affecte pas autant que ce pourrait l'être aujourd'hui. A l'heure actuelle, le scénario, certes peu probable mais possible, d'un rapprochement entre la Chine et les Etats-Unis provoquerait inéluctablement la chute du régime. Pour cette raison, la Corée du Nord doit multiplier le nombre de ses partenaires économiques.

Pyongyang pourrait trouver son salut auprès de la Russie qui cherche aujourd'hui à retrouver une vigueur économique et géopolitique dans un contexte multipolaire. La RPDC développe d'ores-et-déjà de nombreux partenariats économiques avec ce pays. Les signes de réchauffement des relations entre Moscou et Pyongyang se succèdent, tels que la signature d'un traité d'amitié en février 2000, l'annulation de 90% de sa dette (plus de 10 milliard de dollars) en avril 2014, ainsi que la proposition russe d'utiliser le rouble dans les échanges bilatéraux pour s'affranchir de la dépendance nord-coréenne vis-à-vis du dollar. Ces signes politiques se doublent de faits économiques comme la modernisation de la voie ferrée entre Primorié et le port de Rason en 2013 et les perspectives de voir la société russe *NPO Mostovik* moderniser, dans les 20 prochaines années, 3500 kilomètres de chemin de fer pour un coût de 40 milliards de dollars en échange de l'accès aux ressources minières²⁴. En offrant ainsi aux russes un accès plus étendu aux matières premières, la Corée du Nord achète son indépendance vis-à-vis de la Chine qui occupe aujourd'hui une part trop importante dans son PIB.

La RPDC cherche depuis quelques années à attirer les investisseurs étrangers en s'inscrivant

dans la mondialisation de façon maîtrisée. Les étrangers mettent, de surcroît, en œuvre des méthodes profondément antinomiques avec l'idéologie du pays qui représentent le loup dans la bergerie. Afin que le citoyen nord-coréen ne goûte pas au fruit défendu de la connaissance, notamment celle des réalités extérieures, les activités étrangères sont fortement cloisonnées aux ZES et à quelques autres espaces limités tels que Pyongyang. Cette même règle s'applique aux nouvelles technologies de l'information (NTIC). Afin de ne pas perdre, à terme, ses capacités de croissance en engrangeant un retard technologique, la Corée du Nord doit maintenir à niveau ses capacités techniques et poursuivre son intégration dans le monde moderne des NTIC. Elle met donc en place des partenariats avec des entreprises étrangères pour moderniser ses infrastructures de communication. Le réseau de téléphonie 3G a été développé conjointement entre la société nord-coréenne *Koryo link* et la société égyptienne *Orascom*. Seuls les touristes utilisant le réseau 3G sont en mesure d'accéder aux pages internationales. Les deux millions de nord-coréens équipés de téléphones portables se cantonnent au réseau téléphonique mobile classique. Un réseau Internet Protocol national, nommé « *Kwangmyong* », a également été développé pour un usage interne. L'ensemble du réseau est surveillé et coupé d'internet afin d'éviter le contact entre les internautes nord-coréens et les sources extérieures. La marche vers la modernité est une condition essentielle pour le maintien du régime, mais elle l'expose à un risque d'ordre politique.

En janvier 2012, un rapport de la banque américaine Merrill Lynch annonçait que si le régime communiste nord-coréen décidait d'ouvrir son économie, il pourrait connaître une croissance annuelle de 10 à 12%, réduisant ainsi le rapport de revenus entre les deux Corées à 3,2 en l'espace de quatre décennies alors qu'il est de 40²⁵ aujourd'hui. Le scénario de l'ouverture économique serait donc particulièrement rentable pour l'élite dirigeante et la population coréenne, mais il entrouvre la porte à un risque de désta-

bilisation économique, sociale et politique bien plus important. Il serait, en effet, très difficile pour la Corée du Nord de protéger convenablement ses entreprises vulnérables face à l'arrivée d'importants groupes chinois et sud-coréens. D'un point de vue politique, la population qui a connu de lourdes restrictions pendant de longues décennies verra l'Etat réformateur comme un obstacle à de plus amples changements. La RPDC pourrait rapidement se trouver dans la situation de l'URSS sous le réformateur Gorbatchev, engendrant un affaiblissement important de l'Etat surtout dans le contexte d'idéologie décroissante en Corée du Nord depuis plus de 10 ans. Pire encore serait le schéma révolutionnaire qui prendrait une ampleur bien plus violente avec le renversement brutal de l'équipe dirigeante. Concurrence politique interne, coup d'état, purges seraient autant de possibles conséquences dramatiques d'une contestation du pouvoir ; situation d'autant plus probable qu'une classe d'entrepreneurs est déjà en train de voir le jour et se décuplera avec l'ouverture de l'économie. L'arrivée au pouvoir de Kim Jong-Un en 2012 a laissé-courre à de nombreux fantasmes de renouveau politique et économique qui n'ont finalement jamais vu le jour. Le jeune dirigeant n'a, contre toute attente, pas créé de rupture avec les politiques et l'idéologie de son prédécesseur. Consciente des conséquences induites par l'ouverture mal-maîtrisée du pays, il est fort probable que la jeune élite nord-coréenne ne prenne pas le risque d'ouvrir la boîte de Pandore. Le régime nord-coréen est ainsi pris à son propre piège.

Conclusion

Le régime communiste nord-coréen est en place depuis près de 70 ans. Malgré la disparition de l'URSS, l'un de ses principaux soutiens, la Corée du Nord est parvenue, contre toute attente, à relever le défi de sa survie grâce à un pouvoir autoritaire et en tirant avantage du cadre économique et géopolitique mondial. Alors que le pays détient un potentiel avéré

pour se développer rapidement, il s'évertue à retarder son ouverture, probablement pour préserver le régime politique en place. Pour cela, il dispose de ressources géologiques, humaines et de perspectives économiques suffisantes pour survivre encore pendant plusieurs décennies.

L'économie est au centre de la question de la pérennité du régime puisqu'elle est à la fois l'outil qui permettra à la Corée du Nord de satisfaire ses besoins mais elle est également un facteur de transformation de la société dont use, volontairement ou non, la Corée du Sud, et de manière plus générale, la communauté internationale pour faire évoluer le régime. Quoiqu'il advienne, la chute brutale de l'Etat a de grandes chances de mener à une longue période d'instabilité pouvant engendrer une vague d'insécurité régionale, des flux migratoires importants et une crise humanitaire de grande ampleur. Face à des dangers sérieux de déstabilisation régionale, il faut, sans nul doute, rester pragmatique et se demander s'il ne vaut pas mieux faire évoluer cet Etat, plutôt que de chercher à le faire tomber. La solution présentant le moins de risques consisterait alors à modifier les paramètres économiques et idéologiques en continuant progressivement à introduire les valeurs du marché et la notion d'enrichissement. ■

1. Somme des exportations et importations de 2010 (données disponibles sur www.francediplomatie.gouv.fr)
2. Banque de Corée.
3. Ojardas Frédéric, *Prix des matières premières : la Corée du Nord s'inquiète*, 11 mars 2015, disponible sur <http://www.rfi.fr/asi-pacifique>
4. L'entreprise britannique *SRE Minerals* a constitué le joint-venture *Pacific Century Rare Earth Minerals* avec la compagnie nord-coréenne *Korean Naturel Ressources Trading Corporation* en vue d'extraire les métaux rares en Corée du Nord.
5. D'Armagnac Bertrand, « Grande manœuvre autour des métaux rares », *Le Monde*, 03 février 2010, article disponible sur <http://www.lemonde.fr>
6. Food and Agriculture Organisation, <http://www.fao.org>, site consulté le 10 août 2015.
7. Graphique reprenant les estimations de la banque centrale sud-coréenne (2005 étant l'année de référence).

8. Quenedey, Benoît, *L'économie de la Corée du Nord en 2012 : Naissance d'un nouveau dragon asiatique ?*, Les Indes savantes, 2013, p. 63.
9. Graphiques élaborés à partir des données fournies par la Banque de Corée.
10. Ducruet César, Gelézeau Valérie, Roussin Stanislas, « Les connexions maritimes de la Corée du Nord. Recompositions territoriales dans la péninsule coréenne et dynamiques régionales en Asie du Nord-est », *L'Espace géographique* (tome 37), mars 2008, p. 208-224.
11. « Comment la Corée du Nord survit grâce...au troc d'armes », *challenges*, 18 juillet 2013, disponible sur <http://www.challenges.fr/>
12. Jay Salomon, « Tests point to spread of weapons trade », *the wall street journal*, 8 mai 2009.
13. www.challenges.fr, *op. cit.*
14. Eberstadt, Nicholas, *North Korea, the politics of Regime survival*, chapitre "Why hasn't North Korea collapsed?", M.E. Sharpe, 2006, p.280.
15. Source : Manying Mark E., CRS report for congress, *foreign assistance to North Korea*, 26 mai 2005, p. 9, disponible sur <https://www.fas.org/sfp/crs/row/RL31785.pdf>
16. Agence Yonhap, *La Corée du Nord affiche un déficit commercial pour la 20^e année consécutive*, 24 mai 2010, disponible sur <http://french.yonhapnews.co.kr/news/>
17. Quenedey, Benoît, *L'économie de la Corée du Nord en 2012 : Naissance d'un nouveau dragon asiatique ?*, Les Indes savantes, 2013, p. 88.
18. Ducruet César, Gelézeau Valérie, Roussin Stanislas, « Les connexions maritimes de la Corée du Nord. Recompositions territoriales dans la péninsule coréenne et dynamiques régionales en Asie du Nord-est », *L'Espace géographique* (tome 37), mars 2008, p. 208-224.
19. Clément Théo, « ZES en Corée du Nord », 17 juin 2014, article disponible sur <http://www.diploweb.com/ZES-en-Coree-du-Nord.html>
20. Quenedey, Benoît, *Op. Cit.*, p. 82-84.
21. Ducruet César, Gelézeau Valérie, Roussin Stanislas, *Op. Cit.*
22. Central Intelligence Agency, *The world Factbook*, North Korea, www.cia.gov, mis à jour le 15 mai 2015.
23. Ministère des affaires étrangères et du développement international, *Présentation de la Corée du Nord*, www.francediplomatie.gouv.fr, mis à jour le 2 juin 2014.
24. *Le rapprochement entre la Corée du Nord et la Russie est aussi stratégique*, 20 janvier 2015, disponible sur <http://fr.sputniknews.com/>
25. Dépêche de l'agence sud-coréenne Yonhap, Lee Min-Ji, « North Korea to grow up to 12% under open economy: report », 2 février 2012, disponible sur <http://english.yonhapnews.co.kr>